

PROGRAMME D'INVESTISSEMENT FORESTIER
(PIF – Tunisie)

AIDE MEMOIRE MISSION PREPARATION
Tunis - 28 - 30 Septembre 2015



I. INTRODUCTION

1. Le Programme d'Investissement Forestier (FIP) est un des trois programmes du Fonds stratégique sur le climat mis en place dans le cadre des Fonds d'investissement climatique (CIF) par les banques multilatérales de développement (BMD). L'objectif du PIF est de mobiliser des politiques et des mesures ainsi que des financements sensiblement accrus en vue de faciliter la réduction du déboisement et de la dégradation des forêts et de promouvoir la gestion durable améliorée des forêts, devant se traduire par des réductions d'émissions, la protection des stocks de carbone forestier et la lutte contre la pauvreté.
2. Huit pays ont bénéficié du FIP dans sa phase initiale (2010 – 2014) : le Brésil, le Burkina Faso, la RDC, le Ghana, l'Indonésie, le Laos, le Mexique et le Pérou. Chacun de ces pays a soumis son plan d'investissement (PI) FIP pour approbation au Sous-Comité FIP et a pu bénéficier des financements associés pour la mise en œuvre des projets définis dans chaque plan d'investissement. Au cours de sa seconde phase, et suite à la reconstitution de ses fonds, le sous-comité du FIP a sélectionné 6 nouveaux pays pilotes et les a invité à préparer leur Plan d'investissement : la République du Congo, la Côte d'Ivoire, le Mozambique, le Népal, l'Equateur et le Guatemala. Le sous-comité a aussi proposé d'octroyer une subvention de 250 000 USD à 9 autres pays pour élaborer leurs plan d'investissement forestier sans leur promettre de fonds pour mettre en œuvre ce plan, il s'agit de : la Tunisie, le Bangladesh, la Zambie, le Cambodge, le Cameroun, la Guyane, le Honduras, le Rwanda, et l'Uganda
3. C'est ainsi que la Tunisie a été sélectionnée et invitée par le sous-comité à préparer son plan d'investissement avec l'appui des Banques Multilatérales de Développement (BMD) qui fourniront une assistance technique au gouvernement, en consultation avec toutes les parties prenantes, les organisations des Nations Unies, les partenaires bilatéraux, le secteur privé et les organisations de la société civile, pour définir le plan d'investissement du FIP, intégrant divers projets d'investissement en faveur d'une gestion durable des forêts. Pour le FIP Tunisie, c'est la Banque mondiale qui a été proposée par le gouvernement pour être « lead agency » et assurera ainsi la coordination de tous les partenaires pour un appui coordonné au gouvernement.
4. C'est dans ce contexte, et sur invitation du Gouvernement (annexe 1), qu'une mission préparatoire a été effectuée par les BMD sous la conduite du Gouvernement pour initier officiellement le processus de préparation du programme et planifier avec les responsables nationaux l'ensemble des activités de préparation du FIP.
5. La mission a été conduite par le point focal national du FIP, Monsieur Ameer MOKHTAR, directeur de la réglementation et du contrôle, à la Direction Générale des Forêts (DGF), au Ministère de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche. La liste complète des participants côté Gouvernement est présentée en annexe 2. Pour les BMD, la mission était composée par Taoufiq BENNOUNA, expert principal en Gestion des Ressources Naturelles à la

Banque Mondiale (BM), Jalel EL FALEH, Ingénieur en Irrigation à la Banque Africaine de Développement (BAD), Andreas BIERMANN expert manager en politiques publiques à la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) et Luisa BALBI experte principale société civile auprès de la BERD.

6. La mission s'est déroulée dans un climat d'enthousiasme des différentes parties prenantes soutenu par un dynamisme engagé par le Gouvernement pour réussir le processus et une confirmation par les partenaires de leurs engagements. La mission adresse ses vifs remerciements au Gouvernement et à toutes les parties rencontrées (institutions nationales et locales, organisations de la société civile, représentants du secteur privé, partenaires techniques et financiers) pour l'intérêt qu'ils ont manifesté à ce programme et pour la qualité et la transparence des échanges. La mission remercie particulièrement la direction Générale des Forêts et le Ministère de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche pour les facilités qui lui ont été accordées.

II. DEROULEMENT DE LA MISSION

7. La mission a été reçue par Son Excellence Monsieur Saad Seddik, Ministre de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche puis a effectué plusieurs réunions de travail avec les différentes parties prenantes conformément à ses termes de référence (annexe 3).
8. Des réunions d'échange ont eu lieu avec les différentes parties prenantes (institutions nationales, partenaires techniques et financiers, organisations de la société civile et représentants du secteur privé) pour identifier les domaines de coopération avec le FIP et les mécanismes de collaboration pour renforcer l'existant et inciter les synergies pour créer un environnement porteur permettant d'améliorer la résilience des écosystèmes forestiers face à la dégradation et au changement climatiques (annexe 2 : liste des personnes rencontrées).
9. Les résultats de la mission ont été présentés au cours d'une réunion de restitution le 30 Septembre 2015 à 16h30 à la DGF en présence des membres de la mission.

III. RESULTATS DE LA MISSION

10. Dès le démarrage de la mission, les orientations convenues entre BMD et la DGF ont focalisé sur la ***nécessité d'aller à l'essentiel***, rappelant les ***grands acquis de la Tunisie dans le secteur forestier et pastoral*** aussi bien en termes d'études, d'analyses que de stratégies, ainsi qu'en capacités humaines et actions sur le terrain. L'importance de ***renforcer et valoriser ces acquis à travers le FIP est fondamentale***. Il a été aussi convenu de ne pas diluer les activités du PIF dans plusieurs projets mais au contraire de se focaliser sur au maximum 3 à 4 projets.
11. **La mission a présenté le programme FIP à l'ensemble des parties prenantes.** Ses finalités et ses objectifs ainsi que les modalités de son application en Tunisie ont été largement discutés. Les échanges ont porté sur les priorités clés devant être couvertes par le plan d'investissement (PI) du FIP ; les principaux acteurs devant être impliqués dans la mise en œuvre de ce plan avec leurs rôles et responsabilités; les modalités de mise en œuvre, notamment les mécanismes de coordination institutionnelle des interventions dans le domaine de la foresterie. Ceci a permis

d'assurer la **bonne compréhension du programme par tous, et d'harmoniser les points de vue pour construire une vision commune pour la préparation du PI par toutes les parties prenantes**. Les participants dans leur diversité ont salué les principes du programme, ils ont confirmé leur adhésion et disponibilité pour l'accompagner dans un processus transparent d'échange et de partage de l'information.

12. **Gouvernance forestière:** Malgré les efforts déployés, les formes actuelles de gouvernance du secteur n'offrent pas d'incitations suffisantes pour la conservation des forêts et parcours en Tunisie. Comme les droits de propriété sont souvent publics (sur les forêts) ou collectifs (sur les terres de parcours), les communautés ont généralement tendance à tirer des avantages immédiats sans intérêt de conserver ces écosystèmes. Les options possibles pour améliorer la gouvernance comprennent l'adoption des approches participatives (conventions de gestion par exemple, entre l'Etat et les utilisateurs de forêts/parcours, organisés en groupements de développement des forêts/parcours) et une forme de partenariat (par exemple cogestion à long terme) qui donne une meilleure motivation pour les communautés locales à conserver les forêts et les terres de parcours.
13. **Coordination du FIP :** le Gouvernement confirme **l'ancrage institutionnel du FIP à la DGF**. Le comité de pilotage des deux opérations en cours de préparation avec l'appui respectif de l'Agence Française de Développement et de la Banque Mondiale servira de comité national pour le FIP. Les termes de référence (TdRs) et la composition de ce comité seront révisés pour inclure la task force Changement climatique au niveau du ministère.
14. **Date de soumission du PI-Tunisie au SC-FIP pour approbation :** Le gouvernement envisage de soumettre officiellement son plan d'investissement FIP au SC-FIP au mois de **Mars 2016** pour son approbation lors de la réunion du SC-FIP du mois de mai 2016. **Un plan d'action** a été mis en place et convenu avec les membres de la mission pour assurer la soumission officielle du PI à cette date (voir tableau ci-dessous).
15. **Mise en place d'une équipe technique permanente :** Afin de pouvoir élaborer, dans les délais impartis, la stratégie et les notes conceptuelles des projets, il a été convenu de mettre en place une équipe technique nationale, appuyée par des experts qui seront recrutés par les BMD. L'équipe technique nationale est constituée par le point focal FIP appuyé par deux ingénieurs de la DGF assurant la synergie avec le processus REDD+. Cette équipe sera appuyée par un groupe d'experts qui réunira des compétences dans les domaines ci-après : foresterie, pastoralisme, suivi-évaluation, sauvegardes environnementales et sociales, développement social, genre, secteur privé, changement climatique et REDD+, institutions et législation.
16. **Types d'activités pour le PI :** Les discussions et échanges avec les parties prenantes ont permis de confirmer les acquis incontestables dont dispose la Tunisie dans le domaine des forêts et parcours aussi bien sur le plan des stratégies et lois, qu'en termes de connaissances et réalisations sur le terrain. La nécessité de valoriser ces acquis et d'amplifier les bonnes pratiques devrait être au centre des préoccupations du PI. Des activités telles que l'appui à une meilleure implication des acteurs de la société civile, des privés et leurs organisations, le développement des parcours, la valorisation des produits forestiers non ligneux et leur diversification, la connaissance du potentiel forestier et pastoral national et des services environnementaux qu'il procure, de sa réelle participation à l'économie nationale, du coût de la dégradation du couvert

forestier et pastoral, la mise en place d'un système d'information et de surveillance multi-échelle, la mise à niveau de l'administration, le consolidation de la communication et l'amélioration de l'implication de la recherche sont autant de domaines que le PI devrait prendre en compte dans son élaboration.

17. **Initiatives/Projets/programmes en cours:** Une série de projets, évaluations et études sur le secteur forestier, réalisés par le Ministère de l'Agriculture avec l'appui de divers bailleurs de fonds, ont permis de définir des stratégies et des plans d'action sur un ensemble de domaines, tels que: le développement forestier et pastoral, la lutte contre la désertification, la lutte contre les incendies de forêt, la conservation, le développement et la gestion de la flore, de la faune sauvage et des aires protégées, la conservation des eaux et du sol, la rationalisation de l'exploitation des parcours et le développement socio-économique de la population forestière. Plus récemment, la Stratégie nationale de Développement durable 2011-2016, a défini les éléments qui conditionnent la durabilité du développement en Tunisie, ces éléments étant repris dans la Stratégie de Développement de la Tunisie nouvelle et le Plan de développement 2012-2016. Au niveau forestier proprement dit, la révision du Code forestier a donné naissance à une nouvelle politique forestière qui ambitionne de concilier les objectifs de conservation, de valorisation de l'exploitation et de développement socio-économique des populations forestières dans le but de garantir un développement durable.
18. Le bilan global de la performance environnementale en Tunisie montre clairement qu'en relation avec sa politique économique et sociale, le pays a développé déjà depuis 2004, « un tissu institutionnel important » et a accompli « des progrès considérables dans le domaine de la gestion de ses ressources environnementales ». Le cadre réglementaire actuel est assez favorable et un consensus national a été atteint en matière des principales problématiques et contraintes du secteur forestier. Toutefois, malgré l'intégration de ces stratégies, plans d'actions et études dans les stratégies décennales de développement du Ministère de l'Agriculture, ces actions ont été caractérisées par : (i) leur aspect sectoriel, d'où une insuffisante concertation/collaboration entre les partenaires impliqués, surtout au niveau régional et local ; (ii) un manque de coordination multisectorielle (des politiques inadéquates d'autres secteurs – agriculture, énergie, industrie - contribuant à accélérer la dégradation des écosystèmes forestiers); (iii) l'importance donnée uniquement aux réalisations physiques; (iv) le manque de synergie entre les différents programmes/projets forestiers mis en œuvre; (v) le problème de financements très dépendants de diverses formes d'assistance extérieure ; (vi) l'absence d'un système exhaustif de suivi et contrôle des performances; et (vii) l'insuffisance de la contribution financière du secteur privé (malgré les encouragements consentis par l'Etat et les amendements de la législation forestière, notamment ceux relatifs aux concessions forestières (loi de 2005, exonérant les groupements de développement de la redevance de location) et les dispositifs concernant le code d'investissements agricoles (subventions pour de nouvelles plantations forestières et pastorales et acquisition de matériel), et (viii) le manque d'un cadre d'engagement avec la société civile. Les nombreux défis du secteur forestier peuvent être groupés autour des trois aspects suivants :
- a) Politiques et institutions :
- Une meilleure prise en compte des forêts dans un paradigme de développement social et économique intégré et durable et une meilleure prise en compte du foncier, non

seulement comme une ressource non renouvelable, mais aussi comme un support de biodiversité et de services écologiques, partie intégrante de la biodiversité des écosystèmes

- La révision et le renforcement des cadres réglementaires (y compris les droits d'usage et les formes d'adjudication), des dispositions foncières, juridiques et légales et la réorganisation du cadre institutionnel du secteur forestier (par exemple, rapports entre la DGF, d'une part et, l'Office de l'Elevage et des Pâturages/OEP, la Direction Générale de l'Aménagement et de la Conservation des Terres Agricoles (DGACTA), les Commissariats Régionaux au Développement Agricole (CRDA), et l'ODESYPARO d'autre part).
- La mise en œuvre d'une politique énergétique nouvelle, ayant des objectifs quantitatifs par rapport à la réduction de demande d'énergie, l'augmentation de la part des énergies renouvelables et la généralisation de la substitution énergétique dans différents secteurs d'activités.
- La prise en compte du changement climatique dans la programmation des interventions et dans la mobilisation de fonds internationaux existants pour lutter contre ses effets néfastes sur les ressources naturelles, en général, et les forêts et les parcours, en particulier.

b) Participation

- Une meilleure compréhension du contexte socio-économique des populations dépendantes des forêts et de leurs produits, y compris des communautés vivant à la lisière des forêts, pour une meilleure appréciation du rôle économique des écosystèmes forestiers par rapport aux modes et moyens de vie locaux, sans oublier les rapports entre hommes et femmes.
- L'instauration d'un climat de confiance et de partenariat entre l'administration et les usagers des forêts et des parcours et la mise en place progressive d'une cogestion effective des forêts et parcours.
- Le renforcement des prérogatives des régions (y compris des Conseil Locaux de Développement/CLD) en matière de conception, d'élaboration, d'exécution et de suivi des projets forestiers régionaux.
- Un meilleur encadrement et une responsabilisation effective des organisations des usagers et une revitalisation des organisations professionnelles ou interprofessionnelles (y compris les groupements de femmes et de jeunes), des entrepreneurs et entreprises du secteur privé et le collectif des agro-pasteurs (au sein d'organisations formelles ou informelles), représentant la majorité écrasante des utilisateurs des écosystèmes forestiers et pastoraux (pour l'émergence de formes décentralisées de développement à la base).

c) Investissements

- L'identification d'un ensemble cohérent d'investissements, qui, en fonction des caractéristiques environnementales régionales, concerneront: (i) l'amélioration de la productivité des zones forestières, par une meilleure gestion, conservation protection et consolidation du capital naturel; (ii) la préservation des ressources naturelles contre toutes les formes de dégradation (érosion, désertification, surexploitation, surpâturage, etc.), notamment par l'adoption d'une approche éco-systémique intégrée, favorisant une meilleure intégration des arbres, des forêts et des zones boisées dans les systèmes agraires; (iii) la consolidation des filières forestières pour mieux connecter les producteurs au marché, avec à la fois une meilleure prise en compte de formes de «

Partenariat Public/Privé » (PPP) pour des investissements forestiers de la part de prestataires privés et un appui durable plus significatif aux petites et moyennes entreprises forestières et aux promoteurs privés (en profitant des nouvelles dispositions du code forestier sur les concessions) ; et (iv) le renforcement de la contribution du secteur forestier à la lutte contre la pauvreté et l'intégration des forêts dans un développement économique durable.

- La création d'emplois dans des domaines variés, tels que: (i) l'intensification des travaux forestiers d'aménagement et de conservation, notamment en matière de prévention et lutte contre les feux et les parasites; (ii) le développement des aires protégées et leur valorisation patrimoniale et touristique; (iii) le développement des filières de produits forestiers non-ligneux (liège, plantes aromatiques et médicinales, graines forestières, etc.); (iv) le développement de l'écotourisme dans les espaces forestiers et les zones boisées autour d'initiatives basées sur les produits du terroir et la promotion des cultures et traditions locales; (v) le développement des forêts urbaines et périurbaines comme espaces récréatifs et poumons verts; et (vi) le développement des concessions forestières (loi de 2005) pour l'encouragement des investissements privés dans les domaines du sylvo-pastoralisme et de la création et la gestion des pépinières forestières.

19. **Complémentarité REDD+/FIP** : Consciente de la nécessité d'une stratégie REDD+, La Tunisie, par l'intermédiaire de la DGF a entrepris conjointement avec ses partenaires de développement de nombreux efforts dans ce sens. Cependant, le processus REDD+ est à ce jour à son début. En effet, la Tunisie a surtout été impliquée dans des initiatives de renforcement de capacités et d'études exploratoires dans le cadre de la mise en œuvre des principaux projets suivants :

- Projet financé par le Fonds Français pour l'Environnement Mondial et intitulé « Optimiser la production de biens et services environnementaux fournis par les écosystèmes forestiers Méditerranéens dans un contexte de changements globaux », dans le cadre duquel deux composantes, mises en œuvre par la FAO, visent le développement d'un portefeuille de projets REDD+ dans la région Méditerranéenne (bassin versant de Siliana en Tunisie) et le renforcement des capacités nationales en matière de REDD+ (des ateliers nationaux et régionaux ont déjà été organisés). Ce projet inclut également des activités de renforcement des capacités des administrations forestières pour l'estimation des changements d'usage des sols à l'échelle de sites pilotes;
- Projet financé par le BMU et intitulé « Système National de Surveillance des Forêts pour un processus REDD+ transparent et véridique », mis en œuvre par la FAO, et dans le cadre duquel des activités de renforcement des capacités des pays en matière de suivi du couvert forestier par télédétection sont organisées ;
- Projet régional financé par la GIZ et intitulé « Silva Mediterranea-PCFM » dans le cadre duquel, des études sur les coûts et avantages de la REDD+ dans les pays Méditerranéens (dont la Tunisie) ont été réalisées ;
- Projet national financé par la GIZ et intitulé « Renforcement des capacités pour les inventaires de GES et le MRV en Tunisie » dans le cadre duquel, le 3ème rapport de la Tunisie concernant l'inventaire des gaz à effet de serre a été réalisé ;
- Projet national financé par la GIZ et intitulé « Changement climatique en Tunisie », dans le cadre duquel des NAMAs forestiers et agricoles sont en cours de préparation ;
- Etude financée par le PNUD sur la gouvernance du changement climatique en Tunisie, et dans le cadre de laquelle une architecture institutionnelle pour la gestion de REDD+ pourrait être proposée.

20. Jusqu'à maintenant, ces efforts ont permis de consolider le rôle des écosystèmes forestiers Méditerranéens en matière d'atténuation et d'adaptation à travers ; notamment :

- une meilleure connaissance des écosystèmes forestiers et leur vulnérabilité aux changements climatiques (analyse de la vulnérabilité de la subéraie-2011, et de l'écosystème alfatier dans le Gouvernorat de Kasserine-2011, analyse de la vulnérabilité des bassins versants des barrages de Siliana et Barbara à Jendouba-2015) ainsi que leur contribution à la réduction des émissions GES (inventaires de GES de 1994, 2000 et 2010) ;
- une meilleure connaissance des biens et services environnementaux fournis par les écosystèmes forestiers Tunisiens (étude d'évaluation économique des biens et services des forêts Tunisiennes - 2012, étude de caractérisation de la population forestière en Tunisie : un référentiel économique et social national - 2012) ;
- la participation active à des projets nationaux et régionaux, ayant permis le renforcement des capacités nationales en matière de REDD+ (projets régionaux FFEM et GIZ, projet BMU...) ;
- la promotion des spécificités des forêts méditerranéennes au sein des instances internationales, via une participation active à l'élaboration du Cadre Stratégique pour les Forêts Méditerranéennes, et une soumission envoyée au SBSTA par la Tunisie sur les bénéfices non-carbone de REDD+ en avril 2014.

21. Pour poursuivre et consolider ces efforts, la Tunisie a sollicité en Décembre 2013 une demande d'évaluation des besoins d'appui à la Tunisie dans le cadre du Programme UN-REDD à lequel elle est devenue membre. Cette requête a été approuvée et est en cours de mise œuvre. Elle consiste en : (i) l'élaboration de l'architecture du système national de surveillance des forêts ; (ii) l'analyse du foncier forestier et pastoral dans le contexte de la REDD+ ; et (iii) l'ancrage institutionnel dans le contexte REDD+..

22. **Synthèse de la réunion avec le secteur privé:** La réunion a identifié deux axes qui peuvent être investigués dans le plan d'investissement FIP: (i) Augmentation de la valeur des produits/déchets forestières non-ligneux, par exemple par la création d'un marché pour la biomasse (pellets) et le biocarburant ; (ii) Investissements dans l'arboriculture en zone non forestière pour permettre une réduction des pressions sur les forêts. Les deux axes ont l'avantage de contribuer avec un volume important aux activités de réduction des gaz à effet de serre en Tunisie, par le déplacement des énergies fossiles, et l'augmentation de stockage de carbone dans les oliviers.

23. Parmi les thèmes prioritaires discutés **lors de la réunion avec la société civile**, le PI devrait prendre en compte:

- La mise en place de mécanismes de gestion participative des forêts et des parcours;
- Le renforcement des capacités des communautés locales, avec une attention particulière pour les jeunes et les femmes, visant la création des activités vertes génératrices de revenus;
- La promotion du partenariat entre le secteur public, privé et la société civile permettant la génération de d'activités novatrices et la protection du domaine forestier.

24. Les principaux **partenaires techniques et financiers** (PTF) impliqués dans le secteur forestier et pastoral en Tunisie sont : la BM, la GIZ, la FAO, le PNUD, le FIDA, la JICA et l'AFD. Les PTF sont

organisés au sein du Cadre de Concertation des Partenaires Techniques et Financiers de l'Environnement. La réunion effectuée a permis de convenir de (i) la nécessité de capitaliser les projets appuys par les PTF ; (ii) de renforcer la synergie et la coopération entre les PTF et (iii) de poursuivre l'implication des PTF dans le processus FIP.

25. **Mission conjointe:** Il a été convenu d'organiser la mission conjointe au cours de la **seconde quinzaine de février 2016**. Un premier draft des TdRs de cette mission est annexé au présent AM (Annexe 4), il sera complété et finalisé avant sa transmission officielle au SC-FIP d'ici Janvier 2016. Conformément aux directives du FIP cette mission, conduite par la Direction Générale des Forêts, aura comme objectif d'assister le pays dans le processus d'élaboration du PI/FIP et à déterminer son coût en vue de la mise en œuvre de programmes et de projets cadrant avec l'objectif général du FIP et ses critères d'investissement pour les priorités de programmation.
26. Cette mission conjointe permettra d'apprécier le niveau de préparation du PI/FIP par l'équipe d'experts et veillera au bon respect des directives du FIP et à l'implication des principaux acteurs (organisations non gouvernementales et société civile, secteur privé, communautés locales, et les autres partenaires de développement) dans le processus de préparation du PI/FIP.
27. La mission conjointe inclura des ateliers consultatifs et des visites de terrain. Elle veillera à maximiser la synergie avec les autres institutions et activités contribuant au programme REDD+ et à optimiser leurs capacités. Elle s'assurera en outre du fonctionnement du comité national de pilotage.
28. **Plan d'action pour la préparation de la mission conjointe :** Ce plan intègre les principales activités suivantes :
 - Elaborer les TdR des consultants à recruter pour appuyer l'équipe technique dans la préparation du plan d'investissement du FIP avant le 15 octobre 2015 : Les BMD produiront un premier draft de TdR qui sera finalisé par l'équipe technique.
 - Recrutement des consultants par la BM : le 15 Novembre 2015
 - Premier draft du PI du PIF : 15 janvier 2016
 - Réunions (VC/AC) de revue de l'avancement du processus (GvT, BMD) : 15/10/15 ; 30/10/15 ; 16/11/15 ; 30/11/15 ; 18/12/15 ; 15/01/16 ; 30/01/16.
29. **Requête du Gouvernement pour le PPG :** Le gouvernement confirme son intérêt pour le PPF et sollicite sa mise à disposition rapidement pour faciliter la préparation du programme. Pour ce faire, il a préparé une requête qui comprend les coûts relatifs aux activités de consultance et aux frais de concertation avec les parties prenantes. Cette requête sera envoyée au secrétariat du FIP au plus tard le 02 octobre 2015.
30. **Rôles respectifs des BMDs**
31. Toutes les BMDs vont appuyer la préparation des TdR pour le recrutement des consultants
32. La BM est chargée de (i) la coordination des activités des BMDs ; (ii) la coordination de la production du Plan d'Investissement FIP ; (iii) la préparation de la mission conjointe et (iv) l'appui à la soumission du FIP à l'expert indépendant et puis au sous-comité du FIP.

33. La BAD appuiera par des revues de qualité le PI, participera aux réunions par AC/VC et à la mission conjointe pour laquelle elle finalisera les TdRs. Elle identifiera dans le cadre du PI/FIP des projets d'investissements dans le secteur forestier et pastoral.
34. La BERD réalisera une étude sur les possibilités de production et d'utilisation de biomasse ainsi que sur le potentiel économique de séquestration de carbone par l'arboriculture en particulier les oliviers. Elle identifiera des idées de projets d'investissements dans le secteur privé ainsi que des projets en dehors du secteur forestier qui pourraient contribuer à la réduction de la pression sur les ressources forestières. Ces projets pourraient faire partie du PI/FIP. En outre la BERD appuiera l'identification d'activités dans le cadre du FIP qui viseront (i) la mise en place de mécanismes de gestion participative des forêts et des parcours; (ii) le renforcement des capacités des communautés locales, avec une attention particulière pour les jeunes et les femmes, visant la création d'activités vertes génératrices de revenus; et (iii) la promotion du partenariat entre le secteur public, privé et la société civile pour la génération des connaissances et la protection du domaine forestier. Enfin, la BERD assurera la traduction des documents (Plan d'investissement et Aides mémoires) en Anglais.

III. ETAPES FUTURES

35. Le tableau ci-après présente les étapes futures jusqu'à la soumission du PI/FIP au sous-comité du FIP. Le principal risque par rapport à la réalisation de cet échéancier est la validation des TdR et le recrutement des consultants dans les délais.

Activité	Sous activité	Date fin
Envoi requête PPF		02/10/2015
Révision des TdRs du comité de pilotage PIF	Finalisation et transmission aux MDB des TdRs	15/10/2015
Mise en place de l'équipe technique	Courrier à la BM sur sa composition et ses TDR	9/10/2015
Elaboration du PI/FIP	TdRs consultants	9/10/2015
	Validation des TdRs	15/10/2015
	Recrutement des consultants	15/11/2015
	Premier draft de la Stratégie	15/01/2016
	Ateliers	En fonction du besoin
	AC/VC discussion stratégie	15/10/2015 30/10/2015 16/11/2015 30/11/2015 18/12/2015 15/01/2016 30/01/2016
Mission conjointe	Finalisation de TdRs	10/01/2016
	Lettre d'invitation du gouvernement	15/01/2016
	Envoi officiel au SC-FIP lettre invitation et draft PI/FIP	01/02/2016
	Finalisation stratégie + idées de projets	24/02/2016
	Finalisation AM de la mission	29/02/2016
Soumission du PI du FIP + idées des projets		15/03/2016
Publication dans les sites		



Le
**Ministre de l'Agriculture
des Ressources Hydrauliques et de la Pêche**
A
**Madame la Représentante Résidente
de la Banque Mondiale en Tunisie**

Objet : invitation de la mission de préparation du Plan d'Investissement Forestier (PIF) de la Tunisie.

En Mai 2015 la Tunisie a été choisie comme pays pilote par le comité du PIF qui lui a octroyé une subvention de 250 milles dollars pour la préparation de son plan d'investissement. Dans ce contexte la Tunisie choisit la banque mondiale (BM) comme banque multilatérale pour coordonner et conduire ce processus du fait de la coopération engagée avec elle dans le secteur forestier depuis plusieurs années.

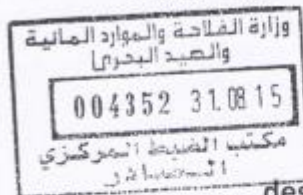
Sur cette base, nous avons l'honneur de vous informer que la Tunisie est disponible pour accueillir la mission de préparation de son Plan d'Investissement Forestier (PIF) et cela au cours de la semaine du 28 septembre 2015.

Cette mission aura pour objectif d'initier le processus de dialogue entre les BMDs, notre ministère et les autres partenaires dès sur les priorités nationales du secteur forestier et de planifier l'ensemble des activités de préparation du Plan d'Investissement Forestier National.

Tout en vous réitérant mes remerciements pour votre disponibilité et appui constants, je vous prie de croire, Madame la Représentante Résidente, en l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de l'Agriculture,
des Ressources Hydrauliques
et de la Pêche

Signé: SEDDIK Saâd



Le
**Ministre de l'Agriculture
des Ressources Hydrauliques et de la Pêche**

A
Monsieur le Représentant Résident
de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement
en Tunisie

Objet : invitation de la mission de préparation du Plan d'Investissement Forestier (PIF) de la Tunisie.

En Mai 2015 la Tunisie a été choisie comme pays pilote par le comité du PIF qui lui a octroyé une subvention de 250 milles dollars pour la préparation de son plan d'investissement. Dans ce contexte la Tunisie choisit la banque mondiale (BM) comme banque multilatérale pour coordonner et conduire ce processus du fait de la coopération engagée avec elle dans le secteur forestier depuis plusieurs années.

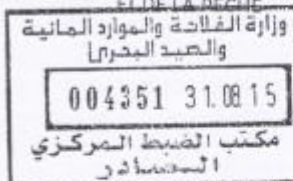
Sur cette base, nous avons l'honneur de vous informer que la Tunisie est disponible pour accueillir la mission de préparation de son Plan d'Investissement Forestier (PIF) et cela au cours de la semaine du 28 septembre 2015.

Cette mission aura pour objectif d'initier le processus de dialogue entre les BMDs, notre ministère et les autres partenaires clés sur les priorités nationales du secteur forestier et de planifier l'ensemble des activités de préparation du Plan d'Investissement Forestier National.

Tout en vous réitérant mes remerciements pour votre disponibilité et appui constants, je vous prie de croire, Monsieur le Représentant Résident, en l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de l'Agriculture,
des Ressources Hydrauliques
et de la Pêche

Signé: SEDDIK Saad



Le
**Ministre de l'Agriculture
des Ressources Hydrauliques et de la Pêche**
A
**Monsieur le Représentant Résident
de la Banque Africaine de Développement en Tunisie**

Objet : invitation de la mission de préparation du Plan d'Investissement Forestier (PIF) de la Tunisie.

En Mai 2015 la Tunisie a été choisie comme pays pilote par le comité du PIF qui lui a octroyé une subvention de 250 milles dollars pour la préparation de son plan d'investissement. Dans ce contexte la Tunisie a choisi la banque mondiale (BM) comme banque multilatérale pour coordonner et conduire ce processus du fait de la coopération engagée avec elle dans le secteur forestier depuis plusieurs années.

Sur cette base, nous avons l'honneur de vous informer que la Tunisie est disponible pour accueillir la mission de préparation de son Plan d'Investissement Forestier (PIF) et cela au cours de la semaine du 28 septembre 2015.

Cette mission aura pour objectif d'initier le processus de dialogue entre les BMDs, notre ministère et les autres partenaires clés sur les priorités nationales du secteur forestier et de planifier l'ensemble des activités de préparation du Plan d'Investissement Forestier National.

Tout en vous réitérant mes remerciements pour votre disponibilité et appui constants, je vous prie de croire, Monsieur le Représentant Résident, en l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de l'Agriculture,
des Ressources Hydrauliques
et de la Pêche

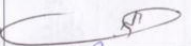

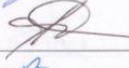






Signé: **SEDDIK Saâd**

Annexe 2
Liste des personnes rencontrées



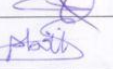
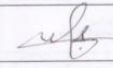

LISTE DE PRESENCE				
MISSION DE PREPARATION DU PLAN D'INVESTISSEMENT FORESTIER DE LA TUNISIE				
Réunion BMD - DGF et groupe Gouvernement PIF				
28 septembre 2015				
(10h 30 h à 12h 30)				
Nom et prénom	Fonction	Institution	Email	Signature
Ameur Molekhar	Directeur à la DGF Point focal PIF	DG/Forêts	ameur59@yahoo.fr	
EL FAÏCH Jalel	Ing. OSAN.3	BAD	j.elfaich@Afdb.org	
Biermann, Andreas	Senior Policy Manager	BERD	biermann.a@ebrd.com	
LUISA BALBI	PRINCIPAL MANAGER SOCIÉTÉ CIVILE	BERD	balbile@ebrd.com	
MEZGHANI Sakla	Directeur DGPA	MARHP	mezghanisakla@yahoo.fr	
Benzid Nourfel	Directeur	MDICI	n.benzid@mdci.gov.tn	
Imen SALEM	Chargée de service	MDICI	imen.salem@mpc.gov.tn	
Wassila Yacoubi	S/D DGF	DGF	wacilayacoubi@yahoo.fr	
Fayda MAADNI	Ing. principal	DGF	faydangadmi@gmail.com	
imene ouni	Ing. principal	DGACTA	imene.ouni@yahoo.fr	
Safouane Mpiellhi	Chargé de Mission	Cabinet		

LISTE DE PRESENCE				
MISSION DE PREPARATION DU PLAN D'INVESTISSEMENT FORESTIER DE LA TUNISIE				
Réunion BMD - DGF et groupe Gouvernement PIF				
28 septembre 2015				
(10h 30 h à 12h 30)				
Nom et prénom	Fonction	Institution	Email	Signature
Sabrina Bnoune	Directrice/Point focal FER	LEDD	sabrina.bnoune@miniat.gov.tn	
AKREMI Amel	S/D. Point focal FRC	MEDD	amel.akremi@miniat.gov.tn	
Mohamed MOKHTAR	Directeur	REF	mohamedmokhtar1@yahoo.fr	
CHEDLIK SAHBI	Sous-directeur	DGF/ARC	sahbi_ghip@hotmail.com	
KARRA Chidi	Sous-Directeur	DGF/DSE	chedlikarra@yahoo.fr	
Hellal Habib	« »	Union coopérative indépendante	habib699@yahoo.fr	
MOHAMED TAHRANI	Directeur	MDICI/DGI	mohamed.tahrani@mdci.gov.tn	
Toufik BENMAMA	Exp. l. GRW	BN	the.mom@worldbank.org	

LISTEDE PRESENCE
MISSION DE PREPARATION DU PLAN D'INVESTISSEMENT FORESTIER DE LA TUNISIE
Réunion de Présentation du PIF et discussions avec les institutions nationales
28 septembre 2015
(15 h à 18 h)

Non et prénom	Fonction	Institution	E-mail	Signature
Taoufik BENBOUNA	Exp-1 GRN	B.17	tbennouna@worldbank.org	
EZ FACHEH Jalal	Député Env. et DD CSFH	BAD (Abidjan)	jeelfacheh@afdb.org	
Biermann, Andreas	Senior Manager	BERD	biermann@ebrd.com	
BALBI LUISA	PRINCIPAL MANAGER	BERD	balbile@ebrd.com	
Alibi Thabet	Ing. P. Chef. s. APIA	APIA	thabetalibi@yahoo.fr	
Taghenti Zouhair	chef de service	DG/RE	zouhairtaghenti@yahoo.fr	
Boussellam Hamoud	Spécialiste	ODESYPLAN	h_boussellam@yahoo.com	
EL MENSI Sabih	Ingénieur principal	Direction Générale des Forêts	S_elmensi@yahoo.fr	
Ben Salem Lame	Ingénieur Général	OEP	laminehassen63@yahoo.com	

LISTEDE PRESENCE
MISSION DE PREPARATION DU PLAN D'INVESTISSEMENT FORESTIER DE LA TUNISIE
Réunion de Présentation du PIF et discussions avec les institutions nationales
28 septembre 2015
(15 h à 18 h)

Non et prénom	Fonction	Institution	E-mail	Signature
TOUNSI Kamel	Enseignant/chercheur	I.S.P. Tabarka	tounsikamel09@gmail.com	
Gouhis Fethi	Directeur/OEP	O.E.P.	fethi00p07@yahoo.fr	
B. Houidi Kasouten	Ing. Principal	Agence de Protection et d'aménagement du Littoral	k.benhoudi@apal.mst.tn	
ABIDI Sahar	Ing. Principal	DG/BGTH	sahar.abidi@yahoo.fr	
Rejeb Mehrez	Ing. Principal	DG/BGTH	mehrezrejeb@yahoo.fr	
Ameur Mokhtar	Directeur Point focal PIF	DG/Forêts		

LISTEDE PRESENCE
MISSION DE PREPARATION DU PLAN D'INVESTISSEMENT FORESTIER DE LA TUNISIE
 Réunion avec les partenaires techniques et financiers
 29 septembre 2015
 (10 h à 12h 30)

Non et prénom	Fonction	Institution	E-mail	Signature
Ameur Mokhtar	Directeur Point focal PIF	DG/ Forêts	ameur59@yahoo.fr	
Andreas Biermann	Expert Agr.	BERD	biermann.a@ebul.com	
EL FAIEH Jalel	Député Env. et DD	BAD	j.eelfaieh@afdb.org	
BALBI LUISA	Principal Manager	BERD	balbile@berd.com	
Ben Zid Nawfel	Directeur	MDICS	m.benzid@mdc.gov.tn	
Imen SALEM	Chargée service	NDICT	imen.salem@mpci.gov.tn	
REKHAÏF Sahbi	Secr. Directeur	BGP / MRE	sahbi_rekhaif@hotmail.com	
Nejia Youssef	chef de service	REDD	youssef.nejia@mineat.gov.tn	
Le Grix Mathieu	chargé de Mission	AFD.	legrixm@afd.fr	
Mohammed Bengouni	Adjoint technique Elémentaire	FAO	mohammed.bengouni@fao.org	

LISTEDE PRESENCE
MISSION DE PREPARATION DU PLAN D'INVESTISSEMENT FORESTIER DE LA TUNISIE
 Réunion avec les représentants du secteur privé
 29 septembre 2015
 (14 h à 16h)

Non et prénom	Fonction	Institution	E-mail	Signature
Hachiche Meriem	Ingénieur RD	EPPM	meriem.hachiche@eppm.com.tn	
Megdiche Mariem	Responsable Cellule RD	EPPM	marie.megdiche@eppm.com.tn	
ELMENSÏ Salah	Ingénieur	direction générale de forêt Syndicat de Agriculteurs de Tunisie "SYNAGRI"	selahmensy@yahoo.fr	
SLAMA Amel	Agriculture		amel.slama@hotmail.com	
BAUBI LUISA	Principal Manager	BERD	balbile@berd.com	
EL FAIEH Jalel	Ingénieur	BAD	j.eelfaieh@afdb.org	
Taoufik BENNOUÏA	Exp. GRV	BQ	tbennouia@wsabba.ly	
Ameur Mokhtar	Directeur Point focal PIF	D.G/Forêts	ameur59@yahoo.fr	
KARRA Chedli	Secr. Directeur	D.G.F	chedlikarra@yahoo.fr	

LISTEDE PRESENCE
MISSION DE PREPARATION DU PLAN D'INVESTISSEMENT FORESTIER DE LA TUNISIE
 Réunion avec les principales ONGs
 29 septembre 2015
 (16 h à 18h)

Non et prénom	Fonction	Institution	E-mail	Signature
Mouelhi Refka	Doc. Forestier environnement	Asio Latin ATLAS	mouelhirfka@yahoo.fr	

Annexe 3
Termes de référence de la mission préparatoire (Scoping mission)
du Programme d'Investissement Forestier (PIF) en Tunisie
Dates : 28 - 30 septembre 2015

CONTEXTE DE LA MISSION

1. Les fonds d'investissement climatiques (FIC) ont pour objectifs de promouvoir la coopération internationale sur les changements climatiques et d'appuyer les efforts des pays en développement pour atténuer la hausse des émissions de gaz à effet de serre et s'adapter aux changements climatiques. Deux fonds d'affectation spéciale ont été créés dans le cadre des FIC : (i) Le Fonds pour les technologies propres (FTP) qui appuie les projets et programmes qui contribuent à la démonstration, le déploiement et le transfert de technologies à faible émission de carbone ; (ii) Le Fonds Stratégique pour le Climat (FSC) qui œuvre pour le financement de programmes et projets permettant de promouvoir des approches novatrices au changement climatique. Le FSC comprend trois programmes : le Programme Pilote pour la Résilience aux changements Climatiques (PPCR), le Programme d'Investissement Forestier (PIF) et le Programme pour la Valorisation à Grande Echelle des Energies Renouvelables dans les pays à faibles revenus (SREP).
2. Le PIF vise essentiellement à appuyer les efforts déployés par les pays en développement au titre du programme REDD. À cet effet, il leur fournit, en début de processus, des crédits de soudure pour financer la préparation au programme REDD. Le PIF finance également des investissements publics et privés identifiés dans le cadre des efforts déployés au plan national pour mettre en place une stratégie de préparation au programme REDD. Il offre ces financements en tenant compte par ailleurs des possibilités d'aider ces pays à s'adapter aux effets du changement climatique sur les forêts et de contribuer à diverses activités d'amélioration de l'état environnemental, telles que la préservation de la biodiversité, la protection des droits des peuples autochtones et des populations locales, la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie en milieu rural.
3. Le PIF vise à réaliser quatre objectifs¹ : (i) Engager et faciliter des mesures destinées à transformer les politiques et les pratiques liées au secteur forestier des pays en développement; (ii) Piloter des modèles transposables ailleurs pour faire mieux comprendre les corrélations existant entre l'exécution des investissements, des politiques et des mesures liés à la forêt et les réductions durables d'émissions, la conservation et la gestion durable des forêts et l'amélioration des stocks de carbone forestier dans les pays en développement; (iii) Faciliter la mobilisation de nouvelles ressources financières au profit du programme REDD, notamment par le biais d'un mécanisme de préservation des forêts mis en place dans le cadre de la CCNUCC; (iv) Fournir des données d'expérience utiles et faire part des réactions dans le cadre des délibérations de la CCNUCC sur le programme REDD.
4. Huit pays ont bénéficié du FIP dans sa phase initiale : le Brésil, le Burkina Faso, la RDC, le Ghana, l'Indonésie, le Laos, le Mexique et le Pérou. Chacun de ces pays a soumis son plan d'investissement (PI) FIP pour approbation au Sous-Comité FIP et a pu bénéficier des financements associés pour la mise en œuvre des projets définis dans chaque plan d'investissement.
5. Lors du Sous-Comité FIP de mai 2015, de nouveaux pays ont été sélectionnés pour faire partie du programme FIP. Parmi ces pays, certains sont assurés de recevoir des financements pour la mise en œuvre de leur plan d'investissement FIP, alors que d'autres ont reçu la confirmation de fonds de préparation pour préparer le plan d'investissement, sans avoir confirmation que des fonds seraient disponibles pour la mise en œuvre. C'est notamment le cas de la Tunisie qui peut bénéficier de USD 250,000 pour préparer son plan d'investissement. Dans l'hypothèse où les fonds ne seraient pas disponibles pour la mise en œuvre, certains projets pourraient être soumis au financement d'autres fonds climatiques internationaux, y compris le Fonds Vert pour le Climat.
6. En ligne avec les modalités opérationnelles du FIP, les Banques Multilatérales de Développement (BMD) fourniront une assistance technique au gouvernement tunisien, en consultation avec toutes les parties prenantes - les organisations des Nations Unies, les partenaires bilatéraux, le secteur privé et les organisations de la société civile - pour définir le plan d'investissement du FIP, intégrant divers projets d'investissement en faveur d'une gestion durable des forêts. Pour le FIP Tunisie, c'est la Banque mondiale qui sera « lead BMD » et assurera la coordination de tous les partenaires pour un appui coordonné au gouvernement.

OBJECTIFS DE LA MISSION PREPARATOIRE

7. En accord avec le gouvernement tunisien, les BMD participantes (Banque mondiale, Banque africaine de développement, Société financière internationale et Banque européenne de reconstruction et de développement) proposent de mener une mission préparatoire pour le FIP en Tunisie. Cette mission permettra d'initier un processus de dialogue avec le gouvernement et les parties prenantes et de planifier avec les responsables nationaux l'ensemble des activités de préparation du PI.
8. Plus précisément, la mission préparatoire aura pour tâches de:
 1. de discuter des finalités du programme PIF, de ses retombées et des modalités de son application en Tunisie afin d'assurer une compréhension et une vision communes du PIF en Tunisie par toutes les parties prenantes;
 2. solliciter les points de vues des parties prenantes sur les types d'activités que devraient intégrer ce programme en Tunisie ;

¹ Voir le Design Document du Programme FIP.

3. recenser les études analytiques existantes, stratégiques, de programmation et de planification dans les domaines de la foresterie, de la gestion des ressources naturelles, du développement rural, du changement climatique, de la gestion des catastrophes naturelles, et toute documentation pouvant guider l'élaboration du plan d'investissement;
4. préparer avec le gouvernement la mission conjointe, incluant sa composition, le rôle de chaque institution, le budget, les étapes futures, et ce en se concentrant sur le type de compétences qui seront nécessaires pour la mission, le plan de diverses réunions pour assurer une couverture complète des sujets importants et en intégrant les besoins spécifiques du gouvernement ;
5. s'accorder sur le fait qu'un comité de pilotage, associant toutes les parties prenantes, doit être créé ou s'il existe déjà un mécanisme en place que celui-ci soit utilisé ou adapté ; et
6. discuter entre les BMD et le gouvernement la nécessité de demander une subvention pour la préparation du programme que le gouvernement devrait demander.
7. arrêter en commun accord avec le gouvernement un planning détaillé pour la préparation du plan d'investissement ;
9. La mission préparatoire sera conduite sous le leadership du gouvernement en la personne de Monsieur Moutar Ameur, point focal de la Tunisie pour le PIF et Directeur de la réglementation et du contrôle, Direction Générale des Forêts (DGF), Ministère de l'agriculture et des ressources hydrauliques et de la pêche. La mission sera codirigée par la Banque mondiale.

METHODOLOGIE

10. La participation active de tous les acteurs impliqués dans l'élaboration et la mise en œuvre du programme est un gage de succès. Il s'agira de bien cerner les composantes du programme après en avoir discuté avec l'ensemble des bénéficiaires. Les partenaires techniques et financiers seront associés à toutes les réunions s'ils le souhaitent et seront largement consultés, de même que les ONGs du secteur et les opérateurs privés.
11. La possession des données de qualité est déterminante pour élaborer un bon diagnostic. La recherche documentaire viendra compléter la collecte des informations.

RESULTATS ESPRINTES

12. Les résultats attendus de la mission préparatoire sont les suivants :
 - ✓ Les questions préliminaires relatives au PIF - y compris son rôle, sa portée, le calendrier, les modalités de financement, les phases et les procédures, sont clarifiées avec le gouvernement et toutes les parties prenantes ;
 - ✓ Les préoccupations des autres acteurs et bénéficiaires du programme sont analysées et prises en compte ;
 - ✓ Les faiblesses et activités préliminaires manquantes nécessaires à une intégration de la gestion durable des forêts dans les stratégies nationales de développement, sont identifiées;
 - ✓ L'identification de tous les acteurs impliqués dans le secteur est faite ainsi que l'analyse de leur rôle ;
 - ✓ L'appréciation globale des forces et faiblesses du secteur forestier est faite ;
 - ✓ Les termes de référence de la mission conjointe sont élaborés et convenus avec les parties prenantes ;
 - ✓ Le plan d'action pour la préparation et la réalisation de la mission conjointe est préparé, et convenu avec le gouvernement et les BMD ;
 - ✓ Les informations à collecter avant et pour la mission conjointe, sont identifiées ;
 - ✓ Les principaux arrangements institutionnels – incluant les arrangements pour la coordination sont établis ;
 - ✓ Les rôles respectifs des banques multilatérales de développement dans le processus d'élaboration du programme d'investissement sont définis ;
 - ✓ Appui au gouvernement à la préparation de sa requête formelle pour le don de préparation de USD 250,000.

CALENDRIER DE REALISATION

Date	Heure	Activité	Lieu
jour 1	8:30 - 09:30	Réunion interne BMD	BM
	10:00 - 10:30	Visites de Courtoisie : Ministre de l'Agriculture, des ressources hydraulique et de la pêche	MARHP
	10:30 - 12:30	Réunion BMD et DGF et groupe Gouvernement PIF: agenda de la mission et objectifs, ainsi qu'identification des documents et données existants et ceux à collecter pendant la préparation du PI	MARHP
	15h00 - 18h00	Présentation du PIF et discussions avec les institutions nationales : Discussion sur les forces et faiblesses du secteur, identification des interventions déjà menées par les institutions nationales dans le secteur, complémentarités avec le processus REDD+ et discussion sur les collaborations pour la préparation et la mise en œuvre du PIF en Tunisie	MARHP
jour 2	8:30 - 9:30	Réunion BMD: Synthèse de la première journée et principales conclusions	BM

	10.00 - 12.30	Réunion avec les partenaires techniques et financiers: Discussion sur les forces et faiblesses du secteur, identification des interventions déjà menées appuyées par les bailleurs dans le secteur, et discussion sur les collaborations et contributions potentielles pour la préparation et la mise en œuvre du PIF en Tunisie	MARHP
	14h00 - 16h00	Réunion avec les représentants du secteur privé intéressés par la question des changements climatiques, des parcs et des forêts: Discussion sur les forces et faiblesses du secteur, rôles des acteurs privés, identification des interventions déjà menées par les institutions privées dans le secteur, complémentarités avec le processus REDD+ et discussion sur les collaborations pour la préparation et la mise en œuvre du PIF en Tunisie	MARHP
	16h00 - 18h00	Réunion avec les principales ONGs intéressées par la question des changements climatiques, des parcs et des forêts dans le pays : Discussion sur les forces et faiblesses du secteur, complémentarités avec le processus REDD+, identification des interventions déjà menées par les opérateurs privés et les principales ONGs dans le secteur, et discussion sur les collaborations pour la préparation et la mise en œuvre du PIF en Tunisie	MARHP
jour 3	8:30-9:30	Réunion BMD: Synthèse de la deuxième journée et principales conclusions + préparation du « joint MDB budget »	BM
	10:00 – 12:00	Réunion BMD et DGF: <ul style="list-style-type: none"> - Préparation et discussion de l'agenda et des étapes nécessaires pour concevoir le PI du FIP - Convenir des dates de la mission conjointe - Composition de l'équipe de la mission - Rôle des parties prenantes - Budget 	BM
	12:00 – 16:00	Finalisation de l'Aide-Mémoire et des TdRs de la mission conjointe	BM
	16:30	Restitution de l'Aide-Mémoire	MARHP

COMPOSITION DE L'EQUIPE

13. L'équipe de la mission préparatoire se compose comme suit :

- **Gouvernement :**

- Moutar Ameur, directeur de la réglementation et du contrôle, Direction Générale des Forêts (DGF), Ministère de l'agriculture et des ressources hydrauliques et de la pêche. Point focal national PIF
- Youssef Saadani, Directeur Général des forêts, Direction Générale des Forêts (DGF), Ministère de l'agriculture et des ressources hydrauliques et de la pêche.
- Directeur Général du Financement des Investissements et des Organisations Professionnelles du Financement des Investissements et des Organisations Professionnelles
- Directeur Général de la Coopération multilatérale au Ministère du Développement et de la Coopération Internationale
- Point focal FIP
- Point focal UN-REDD
- Coordinateur Groupe de Travail pour le suivi et la coordination du dossier changement climatique au ministère de l'Agriculture
- Point focal changement climatiques
- Point focal fond vert
- Point focal GEF
- Chargé des Changements Climatiques au Ministère des Affaires Etrangères

- **Banque mondiale:**

- Taoufiq Bennouna, Expert Principal en Gestion des Ressources Naturelles

- **Banque Africaine de développement**

- El Faleh Jalel, Département Agriculture et Agro-Industrie (OSAN) ; Division, Environnement et Développement Durable (OSAN 3)

- **Banque européenne de reconstruction et développement**

- Andreas Biermann: Senior Policy Manager (Energy Efficiency & Climate Change)
- Luisa Balbi: Principal manager chargée des relations avec la société civile

Annexe 4
Projet de TdRs de la 1^{ère} mission conjointe
du Programme d'Investissement Forestier (PIF) en Tunisie
Date : 15 – 26 Février 2016

CONTEXTE DE LA MISSION

14. Les fonds d'investissement climatiques (FIC) ont pour objectifs de promouvoir la coopération internationale sur les changements climatiques et d'appuyer les efforts des pays en développement pour atténuer la hausse des émissions de gaz à effet de serre et s'adapter aux changements climatiques. Deux fonds d'affectation spéciale ont été créés dans le cadre des FIC : (i) Le Fonds pour les technologies propres (FTP) qui appuie les projets et programmes qui contribuent à la démonstration, le déploiement et le transfert de technologies à faible émission de carbone ; (ii) Le Fonds Stratégique pour le Climat (FSC) qui œuvre pour le financement de programmes et projets permettant de promouvoir des approches novatrices au changement climatique. Le FSC comprend trois programmes : le Programme Pilote pour la Résilience aux changements Climatiques (PPCR), le Programme d'Investissement Forestier (PIF) et le Programme pour la Valorisation à Grande Echelle des Energies Renouvelables dans les pays à faibles revenus (SREP).
15. Le PIF vise essentiellement à appuyer les efforts déployés par les pays en développement au titre du programme REDD. À cet effet, il leur fournit, en début de processus, des crédits de soudure pour financer la préparation au programme REDD. Le PIF finance également des investissements publics et privés identifiés dans le cadre des efforts déployés au plan national pour mettre en place une stratégie de préparation au programme REDD. Il offre ces financements en tenant compte par ailleurs des possibilités d'aider ces pays à s'adapter aux effets du changement climatique sur les forêts et de contribuer à diverses activités d'amélioration de l'état environnemental, telles que la préservation de la biodiversité, la protection des droits des peuples autochtones et des populations locales, la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie en milieu rural.
16. Le PIF vise à réaliser quatre objectifs² : (i) Engager et faciliter des mesures destinées à transformer les politiques et les pratiques liées au secteur forestier des pays en développement; (ii) Piloter des modèles transposables ailleurs pour faire mieux comprendre les corrélations existant entre l'exécution des investissements, des politiques et des mesures liés à la forêt et les réductions durables d'émissions, la conservation et la gestion durable des forêts et l'amélioration des stocks de carbone forestier dans les pays en développement; (iii) Faciliter la mobilisation de nouvelles ressources financières au profit du programme REDD, notamment par le biais d'un mécanisme de préservation des forêts mis en place dans le cadre de la CCNUCC; (iv) Fournir des données d'expérience utiles et faire part des réactions dans le cadre des délibérations de la CCNUCC sur le programme REDD.
17. Huit pays ont bénéficié du FIP dans sa phase initiale : le Brésil, le Burkina Faso, la RDC, le Ghana, l'Indonésie, le Laos, le Mexique et le Pérou. Chacun de ces pays a soumis son plan d'investissement (PI) FIP pour approbation au Sous-Comité FIP et a pu bénéficier des financements associés pour la mise en œuvre des projets définis dans chaque plan d'investissement.
18. Lors du Sous-Comité FIP de mai 2015, de nouveaux pays ont été sélectionnés pour faire partie du programme FIP. Parmi ces pays, certains sont assurés de recevoir des financements pour la mise en œuvre de leur plan d'investissement FIP, alors que d'autres ont reçu la confirmation de fonds de préparation pour préparer le plan d'investissement, sans avoir confirmation que des fonds

² Voir le Design Document du Programme FIP.

seraient disponibles pour la mise en œuvre. C'est notamment le cas de la Tunisie qui peut bénéficier de USD 250,000 pour préparer son plan d'investissement. Dans l'hypothèse où les fonds ne seraient pas disponibles pour la mise en œuvre, certains projets pourraient être soumis au financement d'autres fonds climatiques internationaux, y compris le Fonds Vert pour le Climat.

19. En ligne avec les modalités opérationnelles du FIP, les Banques Multilatérales de Développement (BMD) fourniront une assistance technique au gouvernement tunisien, en consultation avec toutes les parties prenantes - les organisations des Nations Unies, les partenaires bilatéraux, le secteur privé et les organisations de la société civile – pour définir le plan d'investissement du FIP, intégrant divers projets d'investissement en faveur d'une gestion durable des forêts. Pour le FIP Tunisie, c'est la Banque mondiale qui sera « lead BMD » et assurera la coordination de tous les partenaires pour un appui coordonné au gouvernement.
20. Dans ce cadre une mission de préparation du PIF Tunisie, a été organisée du 28 au 30 septembre 2015 avec la participation de la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, et la Banque Européenne pour la reconstruction et le développement. Cette mission a permis d'initier le processus de dialogue avec le gouvernement et les parties prenantes et de planifier avec les responsables nationaux l'ensemble des activités de préparation du PI avec comme objectif de préparer le plan d'investissement avant le mois de mars 2015.

OBJECTIFS DE LA MISSION PREPARATOIRE

21. En accord avec le gouvernement tunisien, les BMD participantes (Banque mondiale, Banque africaine de développement et Banque européenne de reconstruction et de développement) mèneront la 1^{ère} mission conjointe pour le FIP en Tunisie avec pour objectifs de :
 - ✓ Appuyer la finalisation du plan d'investissement forestier de la Tunisie et s'assurer de son appropriation par des toutes les parties prenantes ;
 - ✓ S'assurer de la cohérence du PI/PIF avec les objectifs et les directives du PIF ainsi que du respect des critères d'investissement pour les priorités de programmation.
 - ✓ S'assurer que les principaux acteurs (organisations non gouvernementales et société civile, secteur privé, communautés locales, et les autres partenaires de développement) ont été impliqués dans le processus de préparation du PI/PIF et que leurs préoccupations ont été analysées, prises en compte et intégrées dans le PI/PIF;
 - ✓ Participer aux ateliers consultatifs et aux visites de terrain;
 - ✓ Examiner la synergie avec les autres institutions et activités contribuant au programme REDD+;
22. La mission conjointe sera conduite sous le leadership du gouvernement en la personne de Monsieur Moctar Ameur, point focal de la Tunisie pour le PIF et Directeur de la réglementation et du contrôle, Direction Générale des Forêts (DGF), Ministère de l'Agriculture et des Ressources Hydrauliques et de la Pêche. La mission sera codirigée par la Banque mondiale.

METHODOLOGIE

23. La participation active de tous les acteurs impliqués dans l'élaboration et la mise en œuvre du programme est un gage de succès. Il s'agira de bien cerner les composantes du programme après en avoir discuté avec l'ensemble des bénéficiaires. Les partenaires techniques et financiers seront associés à toutes les réunions s'ils le souhaitent et seront largement consultés, de même que les ONGs du secteur et les opérateurs privés.
24. La possession des données de qualité est déterminante pour élaborer un bon diagnostic. La recherche documentaire viendra compléter la collecte des informations.

25. Les résultats attendus de la mission préparatoire sont les suivants :

- ✓ La première version du plan d'investissement forestier de la Tunisie est préparée et soumise à l'approbation des tous les acteurs nationaux. Ce plan doit être cohérent tout en évitant le soupoudrage des projets (trois à quatre au maximum);
- ✓ Les objectifs les directives du PIF sont bien respecter ainsi que ses critères d'investissement pour les priorités de programmation.
- ✓ Les principaux acteurs (organisations non gouvernementales et société civile, secteur privé, communautés locales, et les autres partenaires de développement) ont été impliqués dans le processus de préparation du PI/PIF.
- ✓ Les préoccupations des tous les acteurs et bénéficiaires du programme sont analysées, prises en compte et intégrer dans le PI/PIF;
- ✓ Des ateliers consultatifs et des visites de terrain ont été organisés ;
- ✓ Une synergie a été établie avec les autres institutions et activités contribuant au programme REDD+;
- ✓ Le comité national de pilotage est fonctionnelle ;